



PREFET DE LA SAVOIE

Direction départementale  
de la cohésion sociale et de la  
protection des populations

Service protection et santé animales  
et installations classées pour la  
protection de l'environnement

**ARRETE PREFECTORAL**  
**Portant prescriptions complémentaires**  
**concernant l'ancien établissement de la société CEZUS**  
**sur la commune de Venthon**

LE PRÉFET DE LA SAVOIE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'environnement, titre 1<sup>er</sup> du livre V, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment les articles R.512-39-1 à R.512-39-3,

VU le récépissé de déclaration délivré à la société CEZUS le 24 juin 1985 pour l'exercice sur le territoire de la commune de Venthon des activités relevant des rubriques 1 bis, 18 bis, 251, 282-2 et 285 de la nomenclature des installations classées,

VU la déclaration de la société CEZUS en date du 5 juillet 1993 relative à l'existence d'un stockage d'éponges et de copeaux de zirconium relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 1450-2 (emploi et stockage de solides facilement inflammables) et sollicitant le bénéfice de l'antériorité pour l'exercice de cette activité, suite à la modification de la nomenclature introduite par décret du 7 juillet 1992,

VU la déclaration de la société CEZUS en date du 20 décembre 2002 relative à la cessation définitive de ses activités sur le site de Venthon à compter du 31 décembre 2002,

VU les rapports de la société ATE-GEOCLEAN du 24 août 2001 et du 26 septembre 2001 relatifs au diagnostic initial et à l'évaluation simplifiée des risques réalisés sur le site de Venthon de la société CEZUS,

VU le rapport de la société ATE-GEOCLEAN (rapport n° 07 01 007.0 du 13 août 2002) relatif au diagnostic approfondi et à l'évaluation détaillée des risques réalisés sur le site précité,

VU l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2003 prescrivant à la société CEZUS la transmission de compléments aux études produites et la surveillance périodique des eaux souterraines et superficielles,

VU le rapport de la société SITA Remediation (rapport du 24 février 2004) complétant l'évaluation détaillée des risques du 13 août 2002,

VU le rapport de la société SITA Remediation (rapport M1 03 041.0 - édition 1 du 11 juillet 2005) présentant la synthèse des études et travaux de dépollution menés sur le site de Venthon ainsi que de nouveaux calculs de risques,

VU le rapport de la société SITA Remediation (rapport du 1<sup>er</sup> septembre 2005) relatif au traitement de la zone source,

VU le rapport de la société SITA Remediation (rapport M1 03 041.0 - édition 2 du 12 septembre 2005) relatif aux nouveaux calculs de l'évaluation détaillée des risques pour la santé et à la définition de seuils de dépollution de la nappe,

VU l'arrêté préfectoral du 9 mars 2006 prescrivant la dépollution du site, et notamment le traitement de la nappe, jusqu'à obtention des objectifs fixés par les études précitées et précisant les dispositions à appliquer en matière de surveillance des eaux souterraines et superficielles.

VU le rapport de synthèse de la société SITA Remediation (rapport M1 06 001 0/RA - Version 3 du 22 février 2011) intitulé « Ancien site CEZUS Venthon (73) - Document autoportant sur la gestion du site vis à vis de la qualité des sols et de la nappe »,

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 21 mars 2011,

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) exprimé lors de sa séance du 10 mai 2011 ;

CONSIDERANT que malgré les travaux de traitement des sols et de la nappe réalisés depuis 2003, il existe, sur l'ancien site de la société CEZUS de Venthon, une pollution résiduelle consécutive à l'exploitation par cette même société d'installations de fabrication de produits en zirconium et en hafnium,

CONSIDERANT que le rapport de synthèse de la société SITA Remediation du 22 février 2011 précité montre l'acceptabilité des risques sanitaires liés à l'exploitation, sur une partie de l'ancien site de Venthon de la société CEZUS, du quai de transfert d'ordures ménagères décrit dans le dossier de permis de construire déposé par la Co.RAL en mairie de Venthon le 5 août 2010 et accordé le 22 octobre 2010,

CONSIDERANT qu'il convient d'adapter les modalités de surveillance des eaux souterraines afin de vérifier, sur le long terme l'acceptabilité des risques sanitaires,

SUR proposition de monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Savoie,

## **ARRETE**

### **Article 1<sup>er</sup>**

La société CEZUS, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est sis 33, rue La Fayette, 75442 Paris Cedex 09, devra respecter les dispositions du présent arrêté concernant son ancien site de fabrication de produits en zirconium et en hafnium sur la commune de Venthon.

### **Article 2**

Les dispositions relatives à la surveillance des eaux souterraines et superficielles prescrites par l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2003 modifiées par celles de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 9 mars 2006 sont abrogées et remplacées par celles du présent arrêté.

### **Article 3 – Surveillance des eaux souterraines**

#### **3.1 - Ouvrages de prélèvement**

L'exploitant fera analyser les eaux souterraines prélevées dans les piézomètres VNA, PI1, PZ11, PZ6, PZS, VNB et PZX.

Les ouvrages précités sont représentés sur le plan en annexe.

Le nombre et le positionnement des ouvrages pourront être modifiés après accord de l'inspecteur des installations classées, notamment suite aux travaux d'aménagement du site.

### 3.2 - Réalisation des forages

Les forages mis en place seront réalisés dans les règles de l'art conformément aux recommandations du fascicule AFNOR -FD-X 31-614 d'octobre 1999.

### 3.3 - Prélèvement et échantillonnage des eaux souterraines

Le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau suivront les recommandations du fascicule AFNOR FD-X-31.615 de décembre 2000.

### 3.4 - Substances recherchées

La surveillance des eaux souterraines portera sur les substances suivantes :

à une fréquence trimestrielle

- perchloréthylène,
- trichloréthylène,
- 1,1,1 trichloroéthane,
- 1,1 dichloroéthylène,
- cis 1,2 dichloroéthylène,
- trans 1,2 dichloroéthylène,
- 1,1 dichloroéthane,
- chlorure de vinyle.

à une fréquence annuelle

- métaux (fer, nickel, chrome total, zirconium),
- hydrocarbures totaux.

Si l'une des valeurs figurant dans le tableau ci-dessous était dépassée, l'exploitant devrait calculer les risques sanitaires correspondant aux concentrations mesurées lors de la campagne de surveillance.

COHV	concentrations en µg/l
Perchloréthylène	1,2
Trichloréthylène	58
1,1,1 Trichloroéthane	230
1,1 Dichloroéthylène	4,3
1,1 Dichloroéthane	220
Chlorure de Vinyle	230

### 3.5 – Suivi du potentiel d'oxydoréduction

Un suivi du potentiel d'oxydo-réduction dans la nappe sera effectué à une fréquence trimestrielle, à l'occasion des campagnes de mesures prescrites par l'article 3.4, au droit des ouvrages PI1, PZ11, et PZ6.

Si le potentiel d'oxydo-réduction était positif, la fréquence de mesure de ce paramètre deviendrait mensuelle jusqu'à la nouvelle campagne de mesure trimestrielle prescrite par l'article 3.4.

Si lors de ces mesures mensuelles sur une période trimestrielle, le potentiel d'oxydo-réduction était positif une seconde fois, même de façon non consécutive, des dispositions devraient être proposées par l'exploitant à l'inspecteur des installations classées, dans la semaine suivant la mesure, pour rétablir l'anaérobie du milieu eaux souterraines.

Lorsque l'exploitant jugera que la situation ne nécessite plus le maintien de conditions d'anaérobie dans la nappe, il transmettra un mémoire à l'inspecteur des installations classées justifiant sa position et proposant les modalités de suspension des dispositions prises en ce sens, accompagnées, le cas échéant, de mesures transitoires de surveillance des eaux souterraines destinées à vérifier, sur une période représentative de tous les régimes d'écoulement, l'acceptabilité des concentrations en composés chlorés visés à l'article 3.4. Après validation par l'inspecteur des installations classées ces dispositions pourront être mises en œuvre.

Lorsque les conditions d'anaérobie ne seront plus maintenues, le contrôle périodique du potentiel d'oxydo-réduction pourra être abandonné.

### 3.6 – Analyses exceptionnelles

L'inspecteur des installations classées pourra à tout moment, notamment sur la base de résultats d'analyses, demander à l'exploitant par simple lettre la réalisation d'une campagne d'analyses supplémentaire portant sur les substances précitées ou, le cas échéant, sur d'autres polluants dont il justifiera le choix.

### 3.7 - Réalisation des campagnes d'analyses

Si pendant les travaux de construction du quai de transfert, les prélèvements ne pouvaient pas être réalisés dans certains ouvrages, l'exploitant devrait en apporter la justification.

Les prélèvements seront réalisés au moins une fois par an en période de hautes et de basses eaux. Ils seront en outre réalisés le même jour et le niveau piézométrique sera mesuré dans chaque ouvrage.

### 3.8 - Début de la surveillance et transmission des résultats

L'exploitant procédera à la première campagne d'analyses au titre du deuxième trimestre 2011.

Les résultats de chaque campagne de surveillance seront transmis à l'inspecteur des installations classées au plus tard un mois après le prélèvement avec systématiquement les commentaires de l'exploitant sur la situation et son évolution ainsi que, le cas échéant, les calculs de risques sanitaires.

Les résultats des analyses devront être comparés à des valeurs du tableau figurant à l'article 3.4 ainsi qu'aux valeurs guides nationales ou internationales reconnues (ex : OMS, limites réglementaires de potabilité...).

### 3.9 - Bilan quadriennal

A l'issue d'une période de suivi des milieux de quatre ans, l'exploitant transmettra à Monsieur le Préfet de la Savoie avec copie à l'inspecteur des installations classées un bilan de l'exercice réalisé accompagné de ses commentaires et de ses propositions argumentées quant aux modalités de poursuite éventuelle de la surveillance des milieux.

### 3.10 - Mesures d'urgence

Les dispositions précédentes ne préjugent en rien de celles qui devront éventuellement être prises par l'exploitant en urgence, en cas de découverte de pollution majeure. Dans un tel cas, l'inspection des installations classées devra être immédiatement informée.

### **Article 4 – Délais et voies de recours**

En application de l'article L514-6 du code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au Tribunal Administratif de Grenoble :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte.

### **Article 5 – Notification et information des tiers**

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Venthon et tenue à la disposition du public. Un extrait de cet arrêté, énumérant notamment les considérations et motifs principaux qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'installation, est affiché pendant une durée minimum d'un mois à la mairie par les soins du maire.

Le même extrait est affiché en permanence de façon visible à l'entrée de l'établissement par les soins de l'exploitant.

Un avis rappelant la prise du présent arrêté et indiquant où les prescriptions imposées peuvent être consultées est publié par les soins des services de la préfecture, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

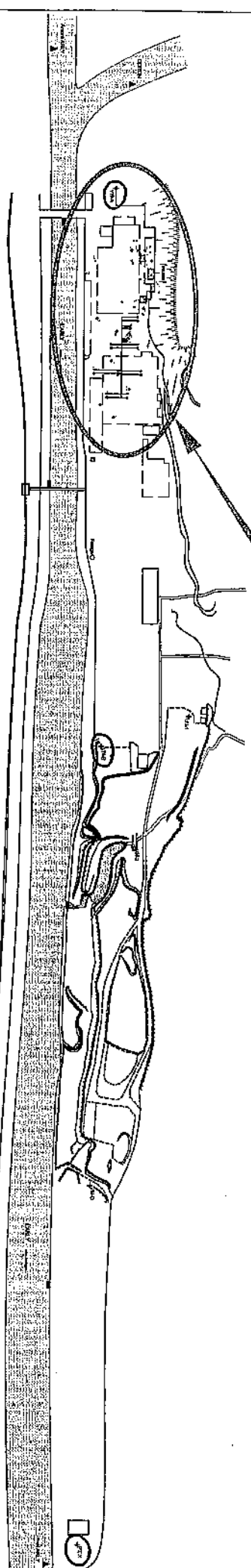
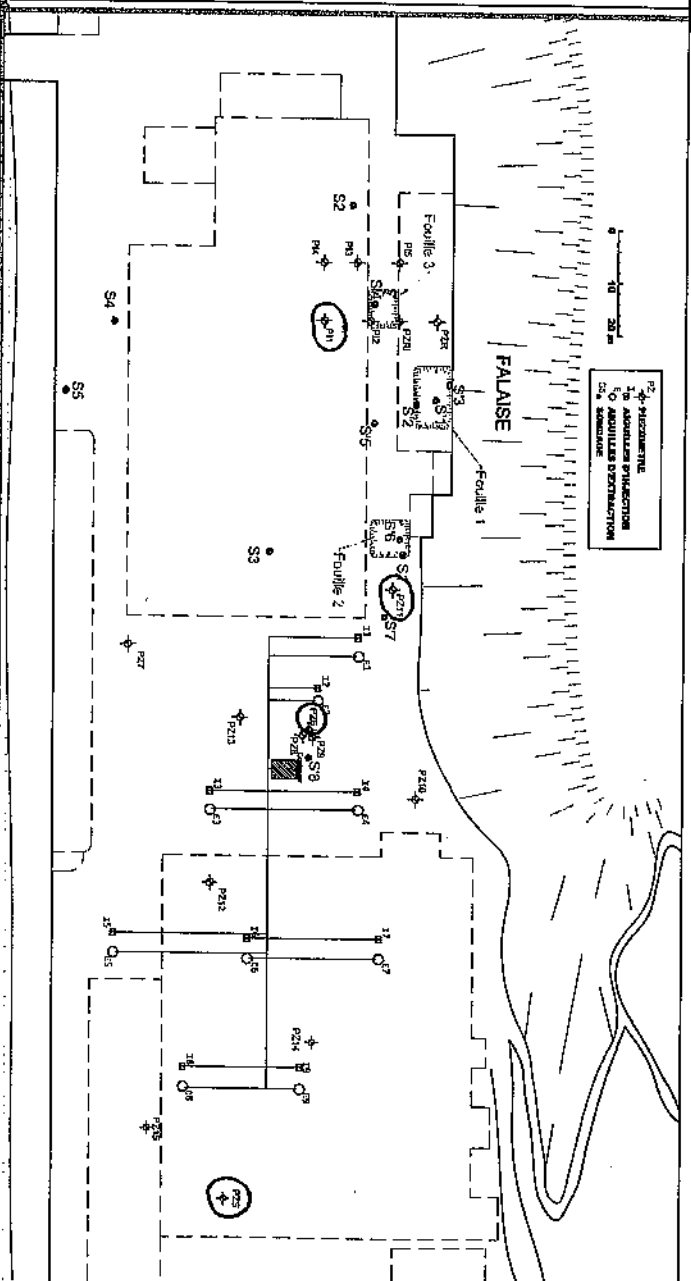
### **Article 6 - Exécution**

Le Secrétaire général de la préfecture, Monsieur le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations, Monsieur le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement, (DREAL) chargé de l'Inspection des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée à Monsieur le Maire de Venthon ainsi qu'à Monsieur le Directeur général de l'agence régionale de santé Rhône-Alpes.

Chambéry, le 12 JUL. 2011

Le préfet

# ANNEXE à l'arrêté préfectoral du 19 2 JUIL. 2011



PLAN DU SITE ET IMPLANTATION DES OUVRAGES

Echelle :



CEZUS - VENTHON (73)